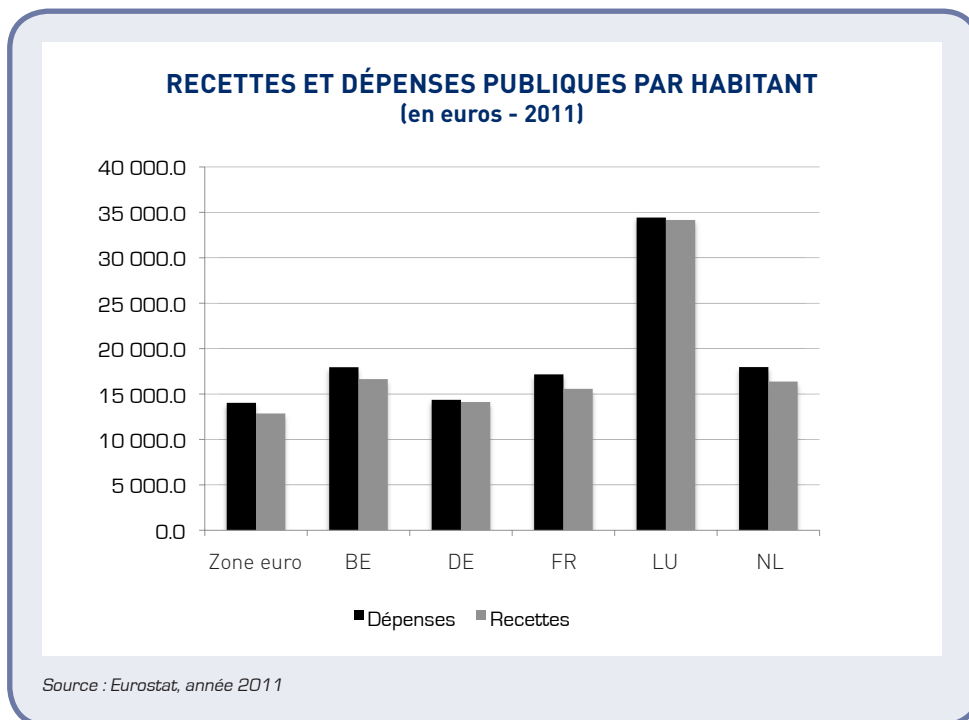


## LE LUXEMBOURG DÉPENSE-T-IL VRAIMENT TROP ?

Ces derniers temps, plusieurs commentaires ont mis en exergue le montant prétendument trop élevé des dépenses publiques du Luxembourg. Comme indicateur, on s'est référé aux dépenses publiques par habitant.

Ainsi, le Luxembourg, comparé à ses voisins et principaux partenaires économiques, aurait-il, avec 34.400 EUR par habitant en 2011, des dépenses publiques dépassant le double de la moyenne de la zone euro (14.030 EUR).

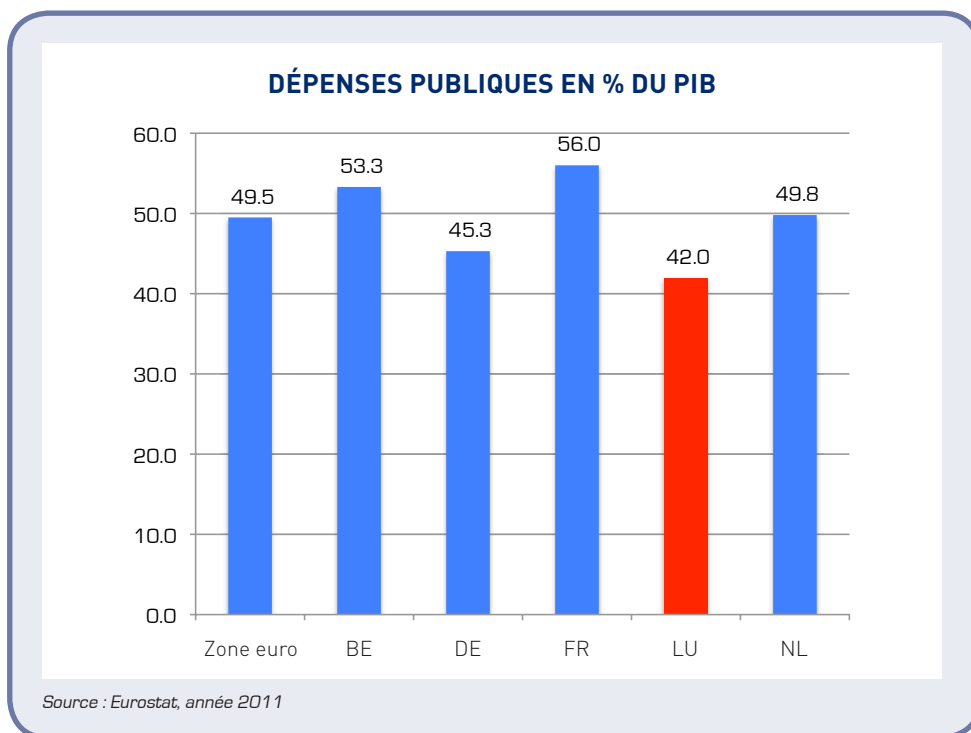
Or, ce qu'on ne dit pas, c'est que le Luxembourg a également plus du double des **recettes par habitant**, comparé aux mêmes pays et à la zone euro :



Toutefois, exprimer les dépenses publiques, tout comme les recettes publiques, par habitant n'est pas la meilleure façon de comparer des agrégats économiques de pays de taille sensiblement différente.

Ramener les dépenses et recettes au PIB est un indicateur beaucoup plus adapté de l'importance des finances publiques. Après tout, les fameux critères du Pacte de stabilité et de croissance se réfèrent à la dette et au déficit publics en fonction du PIB et non pas de la population.

Si l'on exprime les dépenses publiques en fonction du PIB, le Luxembourg dépense en effet moins que ses principaux partenaires économiques et la zone euro en moyenne.



### **Pourquoi le calcul par habitant est faussé au Luxembourg**

Le Luxembourg est un petit pays très ouvert sur l'extérieur. Sa richesse créée au cours d'une année (le produit intérieur brut) n'est pas le fait des seuls habitants du pays, mais y contribuent beaucoup de travailleurs frontaliers qui franchissent chaque jour la frontière pour venir travailler chez nous.

Ces travailleurs n'alimentent pas seulement la richesse en créant de la valeur ajoutée et en payant des impôts, mais ils bénéficient à juste titre également de dépenses publiques du Luxembourg. Citons à titre d'exemple les prestations de la sécurité sociale : les allocations familiales, les prestations de l'assurance maladie, les pensions. Les dépenses sociales en espèces et les transferts sociaux en nature constituent en effet près de la moitié des dépenses des administrations publiques au Luxembourg, comme d'ailleurs dans la zone euro.

En outre, ce ne sont pas seulement les habitants du pays qui utilisent ses infrastructures. En l'absence des flux transfrontaliers journaliers des travailleurs, consommateurs et investisseurs étrangers, mais aussi des voyageurs en transit, le Luxembourg aurait des dépenses publiques beaucoup plus faibles par habitant. Mais est-ce que serait vraiment souhaitable, puisqu'il aurait également des recettes par habitant largement inférieures ?

Les grandeurs économiques « par habitant » ne reflètent pas la réalité économique et sociale du Luxembourg. D'ailleurs, des instituts internationaux ont commencé, à juste titre et à la demande du Luxembourg, à relativiser l'utilisation du PIB par habitant comme expression de la richesse du pays.

En utilisant les ventes de carburants routiers, d'alcool et de cigarettes par tête, les habitants du Luxembourg sont aussi les plus gros pollueurs, les plus gros buveurs et les fumeurs les plus forts. Étrangement, leur espérance de vie n'en a pas encore souffert.

**Personne de contact : M. Sylvain Hoffmann T. 27 494 200 - [sylvain.hoffmann@csl.lu](mailto:sylvain.hoffmann@csl.lu)**